



Enfin, une amélioration de la perception du climat des affaires

Depuis l'avènement du processus de mondialisation qui a accentué la concurrence entre les entreprises et entre les pays, l'amélioration de la compétitivité se présente comme l'un des leviers de la croissance économique. Dans ce cadre, un climat d'affaires propice est incontestablement un facteur clé pour promouvoir la compétitivité des entreprises et relancer l'investissement dans le pays. Pour y parvenir, la Tunisie n'a cessé d'entreprendre des mesures et actions pour l'améliorer. En vue d'éclairer les différents acteurs économiques sur la portée des réformes engagées, l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives réalise annuellement une enquête sur le climat des affaires et la compétitivité des entreprises. L'objectif de cette enquête est de recueillir leur perception et avis sur l'environnement des affaires dans lequel elles œuvrent¹, sur l'évolution récente de leur activité, sur les actions engagées en matière de compétitivité ainsi que sur leurs anticipations de court et de moyen terme en matière d'activité, d'emploi et d'investissement.

Pour tenir compte de toutes les perceptions portées sur les différents domaines de l'environnement des affaires, qu'elles soient positives ou négatives, un indicateur de perception du climat des affaires (IPCA) est calculé depuis 2007². Nous présenterons, dans ce qui suit, les principaux résultats relatifs au climat des affaires, issus de l'enquête 2018

Après deux ans de repli, l'IPCA a connu en 2018 une amélioration substantielle

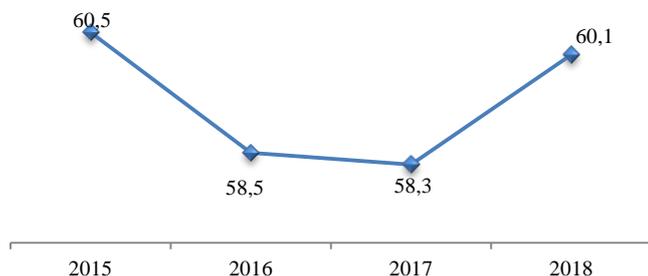
Les résultats relatifs à l'évolution de l'environnement des affaires confirment ceux publiés dans le rapport Doing

Business de 2019. En effet, l'indicateur de perception du climat des affaires a connu une amélioration substantielle pour atteindre 60.1 en 2018, après deux années successives de baisse.

¹ Les 12 domaines touchés dans l'enquête 2018 concernent : «l'infrastructure», «le cadre macro-économique et réglementaire», «les procédures administratives», «le système judiciaire», «la fiscalité et charges sociales», «le financement bancaire», «les ressources humaines», «les pratiques dans le marché», «la corruption», «la situation sécuritaire», «le climat social» et «le climat politique».

² Cet indicateur varie de 0 à 100 et plus il se rapproche de 100 plus le climat des affaires est jugé favorable

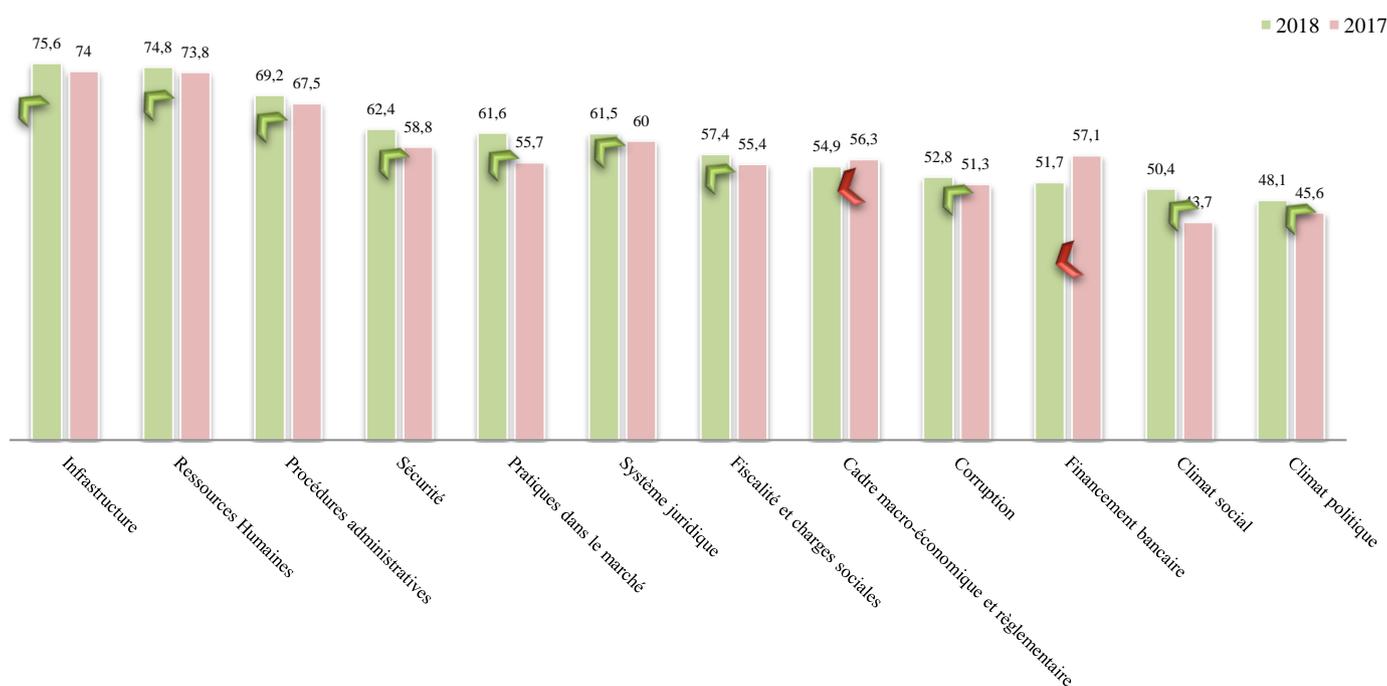
Evolution de l'IPCA



Dix indicateurs partiels sur douze ont contribué à l'amélioration de l'IPCA

La majorité des indicateurs partiels ont connu une amélioration en 2018 avec des avancées remarquables au niveau du climat social, des pratiques dans le marché et de la situation sécuritaire.

Evolution des indicateurs partiels

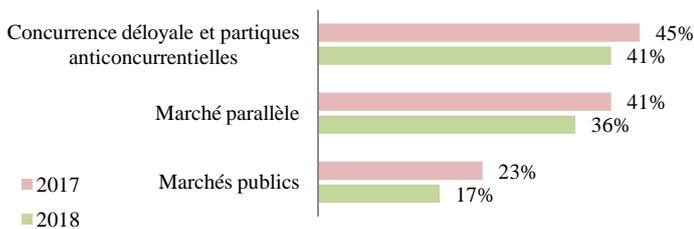


Une perception plus positive au niveau des pratiques dans le marché par rapport à 2017

La perception des pratiques dans le marché a enregistré l'amélioration la plus substantielle. Mais malgré cette amélioration, « le marché parallèle » et « la concurrence déloyale et pratiques anticoncurrentielles » restent considérés comme

contraintes sévères par des proportions importantes d'entreprises (36 et 41% respectivement). Cette situation rend encore plus difficile la tâche des entreprises œuvrant dans la transparence et la légalité pour demeurer compétitives.

Entreprises considérant les pratiques dans le marché comme contrainte sévère



La situation sécuritaire : un rétablissement qui se concrétise davantage

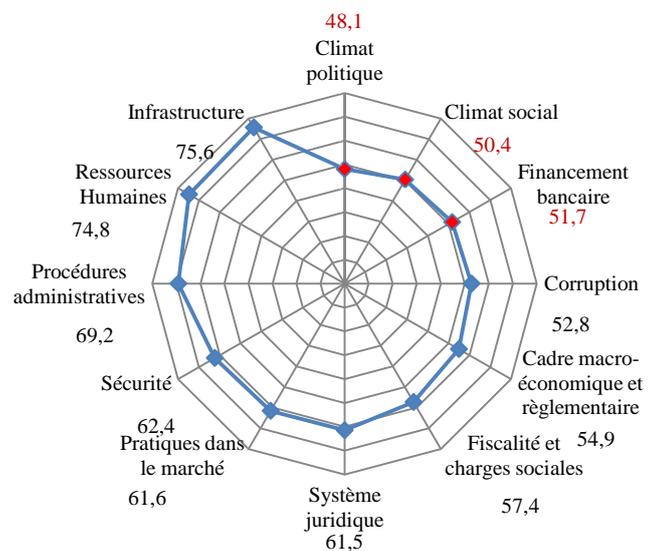
Avec une augmentation d'environ 4 points entre 2017 et 2018, l'indicateur de perception relatif à la situation sécuritaire a enregistré une amélioration substantielle pour atteindre 62.4 en 2018, contre 58.8 une année auparavant. Une telle évolution dénote l'effort remarquable déployé par l'appareil sécuritaire dans sa bataille contre le terrorisme.

.....Mais, le climat politique, le climat social, ainsi que le financement bancaire restent les trois principales faiblesses du climat des affaires

L'examen des indicateurs partiels laisse dégager **3 principaux facteurs** ayant tiré la valeur de l'IPCA vers le bas entravant, ainsi, le bon déroulement des affaires en Tunisie.

Il s'agit du climat politique qui constitue le domaine le plus défavorablement perçu par les chefs d'entreprise. Viennent par la suite le climat social et le financement bancaire; ce dernier étant une contrainte structurelle.

Indicateurs partiels de perception du climat des affaires



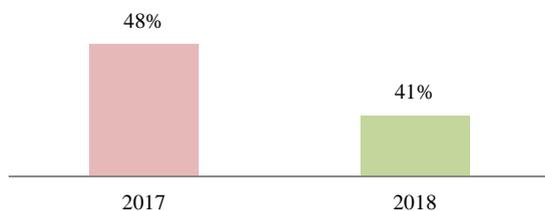
Le climat politique est le domaine le plus défavorablement perçu

En dépit d'une amélioration de la perception qui lui est portée (indicateur passant de 45.6 en 2017 à 48.1 en 2018), le climat politique reste le domaine le plus défavorablement perçu avec 44% des entreprises le considérant comme contrainte majeure au bon déroulement de leur activité et à leur développement. Certes, des acquis ont été réalisés dans ce domaine. Cependant, tant qu'ils ne se sont pas encore traduits par des succès économiques conformes aux aspirations des opérateurs, ces acquis restent insuffisants et laissent les entreprises en situation d'attente. Un tel constat est d'autant plus vrai que 36% des hommes d'affaires qui n'ont pas investi en 2018 l'imputent à la situation politique actuelle.

Le climat social : les grèves continuent à générer des problèmes d'approvisionnement

Même si la perception y afférente s'est sensiblement améliorée entre 2017 et 2018, le climat social reste considéré comme contrainte majeure par 41% des entreprises. Cette contrainte qui perdure depuis des années, serait l'une des principales raisons ayant découragé des hommes d'affaires d'investir en 2018 (32% de ceux qui n'ont pas investi).

Entreprises considérant le climat social comme contrainte sévère

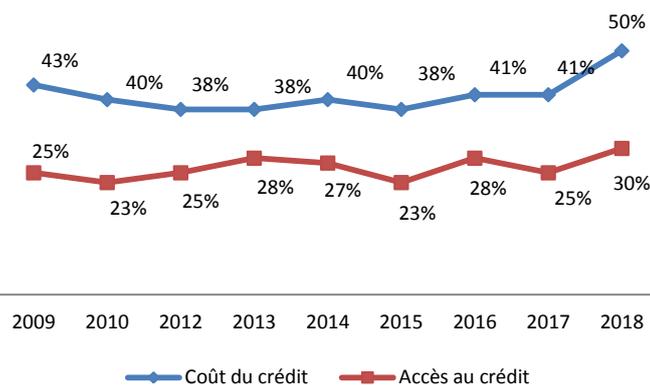


Pire encore, il importe de souligner que *les grèves* continuent à générer *des problèmes d'approvisionnement* pour 18% des répondants.

Financement bancaire: contrainte structurelle qui se resserre de plus en plus

Le financement bancaire a toujours été identifié comme étant un obstacle majeur au développement de l'activité des entreprises. Cette contrainte s'est encore amplifiée en 2018 aussi bien en matière de coût que d'accès, suite, notamment, à la montée du taux d'intérêt directeur à plusieurs reprises. L'indicateur de perception partiel relatif à ce domaine a connu la baisse la plus importante pour s'établir à 51.7 contre 57.1 en 2017. Ceci reflète les difficultés rencontrées par les entreprises pour accéder au financement bancaire et faire face aux coûts élevés des prêts, lesquels coûts portent préjudice à leur compétitivité selon la moitié des répondants.

Entreprises considérant le financement bancaire comme contrainte sévère

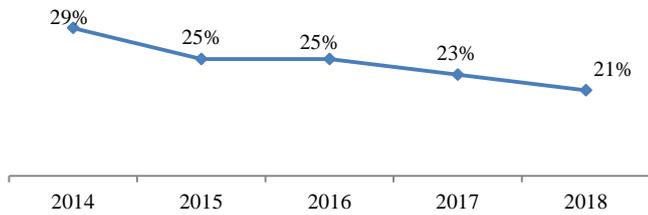


Par ailleurs, d'autres facteurs de l'environnement des affaires méritent plus d'attention.

Corruption : le paradoxe entre perception et réalité perdure encore

Les investigations montrent qu'il existe un paradoxe entre la perception de la corruption dans le cadre institutionnel et la réalité. En effet, au niveau de la perception, le pourcentage des entreprises ayant identifié ce phénomène comme étant une contrainte sévère s'est amplifié passant de 33% en 2015 à 40% en 2016 pour atteindre 41% en 2017 et 2018. Cependant, sur le plan pratique et paradoxalement à ce qui précède, le pourcentage des entreprises déclarant avoir été contraintes à payer des pots de vin pour l'obtention d'un service public ou pour l'accélérer a accusé une baisse durant les trois dernières années passant de 25% en 2016 à 23% en 2017 puis à 21% en 2018.

Entreprises déclarant avoir été contraintes à payer des pots de vin

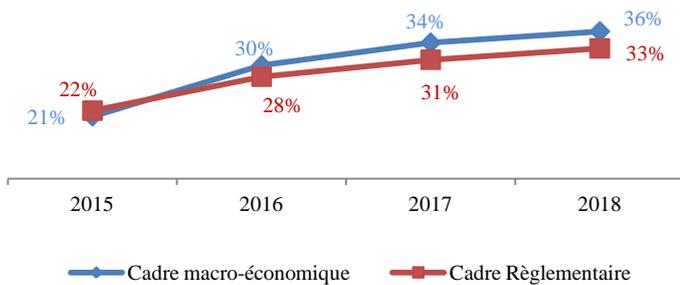


Cet écart entre la perception et la réalité pourrait s'expliquer par la lenteur dans l'application des mesures de lutte contre la corruption laissant prédominer les perceptions négatives malgré l'amélioration réalisée sur le plan pratique.

Le cadre macroéconomique et règlementaire : une instabilité qui se confirme encore en 2018...

La perception portée sur le cadre macroéconomique et règlementaire continue de se détériorer. En effet le pourcentage des entreprises le considérant comme obstacle majeur pour leur développement ne cesse d'augmenter depuis 4 ans.

Entreprises considérant le cadre macroéconomique et règlementaire comme contrainte sévère



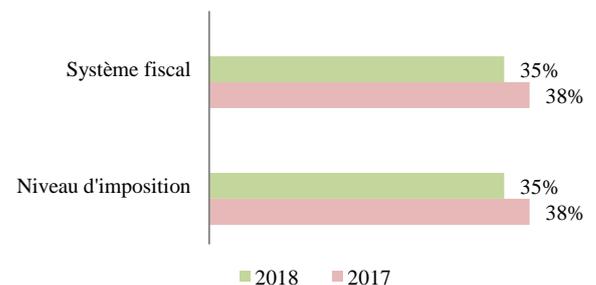
Cette perception qui reflète l'instabilité par laquelle passe la Tunisie tant au niveau macroéconomique que règlementaire est compréhensible eu égard notamment à la dépréciation continue du dinar et à la hausse des prix.

Rappelons à ce niveau, qu'étant en baisse quasi-continue depuis 2011, le dinar tunisien n'arrête pas de se déprécier face aux devises européenne et américaine. Cette instabilité du taux de change, conjuguée à l'augmentation des prix, n'ont pas été sans conséquences sur l'activité des entreprises dans la mesure où elles ont causé des perturbations au niveau de l'approvisionnement pour respectivement 57 et 44% des entreprises concernées.

La fiscalité reste parmi les domaines contraignants du climat des affaires

L'indicateur de perception relatif à ce facteur a enregistré lui aussi une augmentation par rapport à 2017. Cependant, malgré cette amélioration, la fiscalité reste considérée encore comme contrainte majeure par plus du tiers des entreprises enquêtées. Cette insatisfaction concerne aussi bien la politique fiscale (taux d'imposition) que l'administration fiscale.

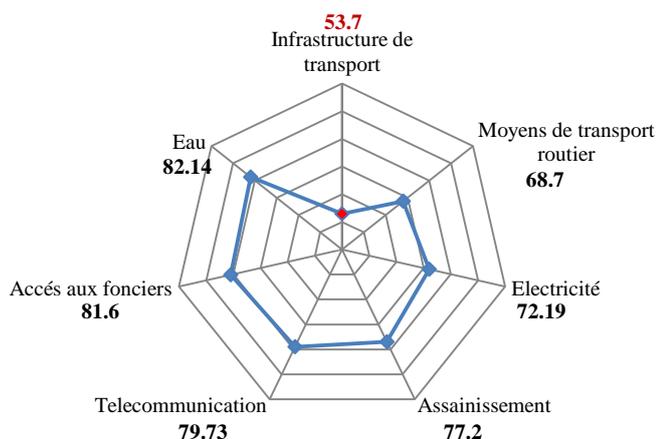
Entreprises considérant la fiscalité comme contrainte sévère



D'autres insuffisances sont aussi à relever au niveau de l'infrastructure....

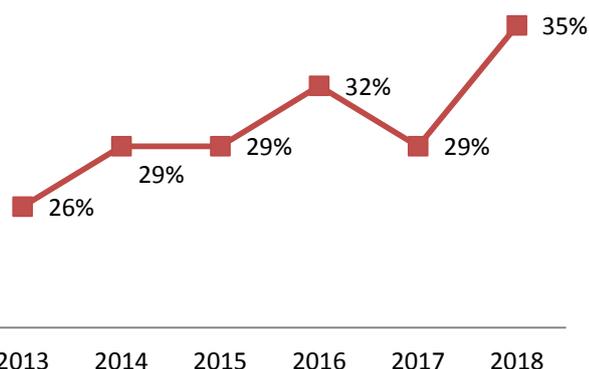
L'indicateur partiel relatif à l'infrastructure a connu une légère augmentation passant de 74 à 75.6 indiquant une amélioration de l'infrastructure en général. Toutefois, certaines insuffisances sont relevées, particulièrement, dans l'infrastructure du transport.

Indicateurs partiels de perception de l'infrastructure



En effet, le pourcentage des entreprises ayant identifié ce facteur comme étant une contrainte sévère a augmenté durant les cinq dernières années passant de 26% en 2013 à 35% en 2018.

Entreprises considérant l'infrastructure du transport comme contrainte majeure



Le développement de ce facteur s'avère nécessaire puisqu'il constitue le maillon essentiel de la performance logistique en Tunisie. Celle-ci a un impact direct sur la compétitivité des entreprises à travers les gains de productivité qu'elle peut générer tout au long du processus de production allant de l'approvisionnement jusqu'à la commercialisation.

Hanen Trabelsi Baklouti

Direction Centrale de la Compétitivité

 **Tribune de l'ITCEQ**

Email : contact@itceq.tn
Site web : www.itceq.tn
Tél. : (+216) 71 802044
Fax: (+216) 71 787034.

Directeur de la publication :

Zouheir KADHI

Responsable :

Affet BEN ARFA

Diffusion :

Direction de la Documentation,
de la Formation et de la Coopération
diffusion@itceq.tn

Rédaction:

Institut Tunisien de la
Compétitivité et des Études
Quantitatives
27, Rue du Liban, 1002 Tunis
Belvédère. République Tunisienne
tribune@itceq.tn

Cette Tribune est
publiée sous la responsabilité de
la direction générale de l'ITCEQ.
Les opinions qui y sont exprimées
sont celles des auteurs.